


Profil Pays – Sénégal

1- Informations générales

	Nom complet du pays	Sénégal
	Capitale du pays	Dakar
	Langue(s) officielle(s)	Français
	Ports Principaux	Dakar Kaolack Ziguinchor
	Littoral (km)	720Km

2- Autorités nationales compétentes chargée de la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures

Lutte en mer

Ministère/Département/Agence	Primature– Haute Autorité chargée de la Coordination et de la Sécurité maritime, de la Sûreté Maritime et de la Protection de l'Environnement Marin (HASSMAR)
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	Contre-Amiral Aliou Moussa Sow - Secrétaire Général
Adresse	BP. 27074 Dakar, Sénégal
Téléphone	+221 33 823 79 75
Mobile	
Fax	+221 33 889 27 18
Courriel	amsow2006@yahoo.fr hassmar@hassmar.sn

Lutte à terre

Ministère/Département/Agence	En cours
Point de contact en charge des questions de lutte à terre	
Adresse	
Téléphone	
Mobile	
Fax	
Courriel	

3- Points de contact

Point Focal GI WACAF

Nom	CV Diodj Sene
Ministère/ Département / Agence	Haute Autorité chargée de la Coordination et de la Sécurité maritime, de la Sûreté Maritime et de la Protection de l'Environnement Marin (HASSMAR)
Poste	Délégué du Secrétaire général de la HASSMAR en Zone maritime Nord
Adresse	Immeuble Serhan (Batimat), Avenue El Hadji Malick Sy, 2e etage, Dakar, Sénégal
Téléphone	+221 33 889 2711
Mobile	+221 777405024 +221 776412826
Fax	+221 33 889 2718
Courriel	diodj.sene@hassmar.gouv.sn ; djsene58@yahoo.fr

[Point Focal OMI](#)

Nom	Yerin Thioube
Ministère/ Département / Agence	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime
Poste	Directeur Général – Agence Nationale des Affaires Maritimes (ANAM)
Adresse	Sacré-cœur 3 Pyrotechnie Dakar
Téléphone	
Mobile	00221776280601
Fax	
Courriel	Ehmm230306@yahoo.fr

4- Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) en cas de déversement d'hydrocarbures

[Élaboration du PNIU](#)

Nom du PNIU	POLMAR
Statut du PNIU	Finalisé et approuvé
Acte administratif d'approbation initial - Numéro et date	Arrêté 07022 du 16/07/2009
Date de dernière mise à jour approuvée	Pas de mise à jour
Comité / Groupe de travail en charge de la question	Comité National de Coordination

Composants du Plan National d'Intervention d'Urgence

- Politique sur l'utilisation des dispersants

Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants	Finalisé													
L'utilisation des dispersants est considéré comme (première/deuxième/dernière option/pas une option).	Première													
Indiquer le nom de l'acte administratif régissant la politique d'utilisation de dispersants.	Arrêté 13456/PM du 6 Septembre 2016													
Existe-t-il une liste de dispersants approuvés ? Si oui est-elle publique ?	Oui / publique													
Existe-t-il une procédure d'approbation ? Si oui quelle autorité en est responsable ?	Procédure d'approbation existante / CNC													
Cette même autorité est-elle responsable de l'autorisation d'utilisation des dispersants en situation d'urgence?	Oui													
Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU ?	Oui													
Quelles sont les limites géographique et bathymétrique pour l'utilisation des dispersants ?	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Profondeur</th> <th>Distance à la côte</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Niveau 1</td> <td>20 mètres</td> <td>5 nautiques</td> </tr> <tr> <td>Niveau 2</td> <td>25 mètres</td> <td>15 nautiques</td> </tr> <tr> <td>Niveau 3</td> <td>30 mètres</td> <td>24 nautiques</td> </tr> </tbody> </table>			Profondeur	Distance à la côte	Niveau 1	20 mètres	5 nautiques	Niveau 2	25 mètres	15 nautiques	Niveau 3	30 mètres	24 nautiques
	Profondeur	Distance à la côte												
Niveau 1	20 mètres	5 nautiques												
Niveau 2	25 mètres	15 nautiques												
Niveau 3	30 mètres	24 nautiques												
Existe-t-il des stocks de dispersants ?	Oui													
Emplacement des sites de stockage	Société Africaine de Raffinage Port autonome de Dakar													
Nom	Propriétaire	Volume												

- Cartographie de sensibilité

Statut des cartes de sensibilité	En attente de financement
Groupe de travail / Comité en charge	CNC en rapport avec le centre de suivi écologique
Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?	Oui
Date de validation et de dernière mise à jour	Pas encore
Est-ce que la carte couvre l'intégralité du littoral ?	Oui
Les cartes de sensibilité sont-elles accessibles au public ?	Non (pas encore éditées)
Sur quel support les cartes de sensibilité sont-elles disponibles ? Papier ou électronique ?	Non disponible

- Plan d'évaluation et de nettoyage du littoral

Statut du plan de nettoyage du littoral	En cours de développement
Quelle est l'autorité en charge du nettoyage du littoral ?	Sapeurs pompiers
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral fait partie du PNIU ?	
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral (<i>Shoreline Cleanup and Assessment Technique (SCAT)</i> en anglais) ?	Non, besoin de développement d'un plan en relation avec POLMAR/terre
Est-ce que les volontaires civils peuvent prendre part au nettoyage du littoral ? Si oui, un plan de gestion des volontaires est-il prévu en cas de déversement d'hydrocarbure ?	

- Plan de gestion des déchets souillés par les hydrocarbures

Statut du plan de gestion des déchets	Pas initié
Groupe de travail / Comité en charge	
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU?	
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	
Les déchets souillés sont-ils considérés comme des déchets dangereux dans la législation nationale ?	
Quels sont les lois et règlements qui régissent la gestion des déchets au niveau national ?	Code de l'Environnement

- Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée

Statut du plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée	Pas initié
Groupe de travail / Comité en charge	
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée fait partie du PNIU?	
Existe-t-il des organismes nationaux travaillant sur la question ? Si oui, lesquels ?	
Existe-t-il des accords de coopération avec des structures spécialisées à l'international ?	

- Politique de brûlage in-situ

Statut de la politique de brûlage in-situ	Pas initié
Groupe de travail / Comité en charge	
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que la politique de brûlage in situ fait partie du PNIU?	
Quelle est la procédure d'autorisation en cas d'incident ?	

Organisation

- Système de Gestion de crises (IMS)

Est-ce qu'une approche reprenant les concepts du Système de Gestion de Crise (Incident Management System – IMS en anglais) est utilisée dans le PNIU ?	Oui
Est-ce que chaque rôle défini est associé à une personne/fonction ?	Oui, il reste à créer une synergie entre le PNIUM et le plan ORSEC pour avoir le plan POLMAR/terre qui régulera le nettoyage du littoral et la gestion des déchets.
Les coordonnées des personnes identifiées sont-elles rassemblées dans une annexe ?	

- Organigramme

(non fourni)

[Aspects transfrontaliers/internationaux](#)

- Coopération transfrontalière/internationale

Quels sont les mécanismes de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui sont intégrés dans le PNIU?	Oui : - Par la convention d'Abidjan - Le règlement IV de l'UEMOA - Protocole additionnel de la Convention d'Abidjan
Est-ce que des exercices transfrontaliers sont organisés régulièrement ? Si oui, selon quelle fréquence ?	Non
Indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	
Est-ce que votre pays est engagé dans une coopération avec des projets/institutions visant à améliorer la capacité de préparation à la lutte et lutte ? Si oui, lesquels ?	Non

- Circulation transfrontalière/internationale d'expertise et d'équipement

Existe-t-il des procédures douanières et d'immigration spécifiques pour faciliter l'importation de matériel et/ou d'expertise ?	Oui
Si oui, quelle est la procédure à suivre ?	CNC

[Autres éléments du Plan National d'Intervention d'Urgence](#)

Quelle est la procédure de mise à jour du PNIU ?	Révision de l'arrêté
Le PNIU mis à jour doit-il être officialisé par un acte administratif (ex : décret, arrêté...) pour être applicable ?	Oui

La méthode d'analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) est-elle inscrite dans le PNIU ?	Oui
Est-ce que le PNIU prend en compte les différents niveaux de préparation (Tiers 1, 2,3) ?	Oui
Est-ce que le PNIU prend en compte la surveillance aérienne en cas d'incident (par exemple radar, satellite, aéronef, hélicoptère..) ?	Oui
Est-ce que le PNIU couvre la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversements de substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD) ?	Non
Les plans locaux (industrie, port, terminaux...) sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU ?	Oui
Est-ce que le PNIU peut être activé en cas de déversement d'hydrocarbures par une source autre qu'un navire (ex : plateforme offshore, pipeline..) ?	Oui

5- Conventions et Accords

Prévention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention MARPOL 73-78	Oui	Oui
MARPOL IV	Oui	Oui
MARPOL V	Oui	Oui
MARPOL VI	Non	Non

[Préparation et intervention](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
OPRC 1990	Oui	Oui
Protocole OPRC-HNS - 2000	Non	Non

[Responsabilité et indemnisation](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
CLC 1992	Oui	Oui
FONDS 1992	Oui	Oui
Fonds Complémentaire	Non	Non
Protocole HNS 2010	Non	Non
Convention Hydrocarbures de soute – 2001	Non	Non

[Accords Sous -Régionaux et Bilatéraux](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention d'Abidjan	Oui	Oui
Convention d'Abidjan - Protocole relatif à la pollution par les hydrocarbures	Oui	Oui
Plan régional de lutte contre les déversements du Programme du Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée (GCLME)	Oui	Oui
Convention de Bamako (sur l'Interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements transfrontaliers et la Gestion des déchets dangereux produits en Afrique)	Oui	Oui

6- Formation

Est-ce que le pays organise des formations internes et/ou des exercices au moins une fois par an?	Oui
--	-----

7- Expertise et ressources au niveau national

Le gouvernement :

Moyens navals et aériens:

- Moyens de la marine nationale, des douanes, de la Direction de la Protection et de la surveillance des pêches et de la Gendarmerie
- Un navire de recherche scientifique, type chalutier de 40 mètres
- Un navire baliseur polyvalent de 38 mètres équipé d'un conteneur de matériel de lutte POLMAR (300 mètres de barrages, 1 écrémeur, tuyaux etc.) capable d'intervenir dans les eaux de la sous-région
- 1 aéronef de patrouille maritime
- Des hélicoptères de l'armée de l'air

Moyens terrestres :

Tous les moyens du Plan National d'organisation des secours (Plan ORSEC)

Le secteur privé :

- Société Africaine de Raffinage : 3km de barrages côtiers avec des équipements pour le déploiement
- Total : stock de niveau 1 pour la gestion des pollutions générées par les opérations portuaires (1km de barrage portuaire, des écrémeurs, des flexibles et des tuyaux, des tanks de stockage)
- Union des Remorqueurs de Dakar : des remorqueurs portuaires et de haute mer
- Société des Travaux sous-marins : spécialisée dans les interventions à bord des navires à flot et dans les manœuvres vives des navires
- CAIRN & KOSMOS : Stock complet (pour le niveau 1) et la disponibilité de l'OSRL et du global stockpile par avion WACAF (pour les niveaux 2 et 3)

Equipement

Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER1) ?	Oui
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER2) ?	Oui, avec le soutien des sociétés pétrolières et la réquisition des moyens des compagnies et des administrations.
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER3) ?	Non

8- Industrie

Quels partenaires industriels du secteur Oil&Gas sont présents et opèrent dans votre pays?	Kosmos, BP, Cairn, Woodside
Existe-t-il un groupe de travail/une plateforme qui regroupe le gouvernement et les industriels sur les questions liées à la préparation à la lutte et la lutte ? Si oui quel est son nom ?	CNC
Y a-t-il une mise en commun des ressources humaines et matérielles lors des exercices et/ou formations entre industrie et gouvernement ?	Oui
Merci de préciser tout autre aspect pertinent de coopération entre industrie et gouvernement	